JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

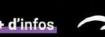


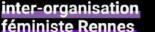
Marche aux flambeaux

Féministe

18h - République







Dans un rapport publié le 16 septembre dernier un Groupe d'expert du conseil de l'Europe épingle et pointe les lacunes considérables de la France dans la lutte contre les vio et sexuelles (GREVIO, « Premier rapport d'évalutation thématique France », publié le 16 septembre 2025). Le groupe se dit ainsi « particulièrement préoccupé » par le faible taux de poursuites des auteurs de violences sexuelles : 83 % de ces affaires seraient classées sans suite et jusqu'à 94 % dans le cas de viols.

8 ans après #Metoo, les violences sexistes et sexuelles dont sont victimes les femmes sont de plus en plus souvent dénoncées, mais rien n'est fait -ou si peu- pour espérer éradiquer ces violences.

Beaux discours et coupes budgétaires

Toutes ces violences sont majoritairement le fait d'hommes. Elles ne sont malheureusement ni exceptionnelles, ni le fait de monstres mais bien l'expression d'une violence ancrée dans un système patriarcal qui n'est pas combattu à la hauteur de ce qu'il devrait être.

L'interorga Féministe de Rennes dénonce les violences sexistes et sexuelles faites aux femmes, aux minorités de genre et aux enfants qu'elles aient lieu au travail, dans la rue, à l'école ou à la maison, elles doivent être dénoncées et combattues partout

Nous dénonçons les beaux discours et les déclarations d'intentions qui sont vite oubliées quand il s'agit de les traduire dans le projet de budget actuellement débattu à l'assemblée nationale.

Il est urgent de donner des moyens humains, matériels et financiers aux associations et organisations pour qu'elles puissent agir concrètement sur les violences sexistes et sexuelles.

Et c'est bien là que le bât blesse: au nom de la réduction de la dette, ils baissent les subventions aux associations qui accueillent et accompagnent les victimes de violences sexistes et sexuelles, désengagent l'Etat et les collectivités territoriales en matière de prévention et de protection de ces violences, mettent à l'agonie les politiques publiques de protection de l'enfance.

Depuis des mois, les associations et les services publics alertent sur les conditions de travail particulièrement dégradées : postes non pourvus, absence de financement du Segur, arrêts maladie non remplacés, réorganisations à la chaîne, plans sociaux, moyens humains insuffisants, heures supplémentaires, fermetures de centres de santé sexuelle...!



En Ile et vilaine

En Ille-et-Vilaine ce sont des associations comme le Planning Familial, le Centre d'Information des Droits des Femmes et des Familles (CIDFF) et Iskis qui sont directement menacées. Faute subventions suffisantes. le déficit du planning familial est tel que sans soutien des financeurs l'association va devoir prendre des mesures concrètes et brutales : social, diminution du d'entretiens d'écoute et de consultations, diminution du nombre d'interventions dans les établissements scolaires... Cette réalité est tout aussi concrète pour le CIDFF qui doit lui aussi accuser une augmentation de ses charges malgré la baisse de ses Pour Iskis la préfecture à recettes. clairement fait le choix de ne pas renouveler une subvention et c'est donc 40 000€ de recettes en moins pour cette année. Ce qui contraint l'association à licencier des salarié·es et donc à dégrader drastiquement l'aide, le soutien et l'accompagnement aux personnes transgenres qui ont pourtant peu de ressources localement.

A la Maison des Femmes à Rennes la liste d'attente est de 4 mois pour obtenir un premier entretiens et ainsi entrer dans les soins et accompagnements. Les hébergements d'urgence pour les femmes victimes de violences n'ont pas les moyens pour répondre à toutes les demandes.



Que dire de la façon dont on traite les violences sexistes et sexuelles sur les enfants et dans les familles, alors que les services publics de la prévention et de la protection de l'enfance à travers la PMI, le service social, l'ASE, la psychiatrie, ne tiennent plus qu'avec l'engagement des professionnel·les.

Au boulot

Au travail, les violences sexistes et sexuelles ne sont malheureusement pas non plus en reste. Le constat est tout aussi alarmant. : les violences sexistes et sexuelles y sont connues et identifiées mais restent largement répandues. Les femmes et minorités de genre de toutes professions sont touchées, du secteur privé comme public et de toutes catégories socioprofessionnelles.

1/3 des salariées ont déjà été harcelées ou agressées sexuellement sur leur lieu de travail. Pour celles qui ne se taisent pas, c'est souvent la double peine : 40 % de celles qui parlent estiment que la situation s'est réglée en leur défaveur, par une mobilité forcée voire un licenciement.

A l'international

Quand ils provoquent la guerre, ce sont les femmes qui sont les premières cibles des violences contre les civils. Contre les violences sexuelles de masse et les génocide des peuples, à travers le monde les femmes se lèvent et notre solidarité va aux Palestiniennes, aux Congolaises, aux Soudanaises..

L'inter-organisation féministe rennaise

TOUTES EN GREVE LE 25 NOVEMBRE POUR EN FINIR AVEC LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES!

A nous de nous mobiliser pour faire respecter les droits des femmes, des minorités de genre et des enfants dans la rue, à la maison, au travail et à l'école. Nous voulons gagner de nouveaux droits pour faire cesser les violences sexistes et sexuelles.

Parce que seule la lutte paye, nous appelons tout le monde à se mettre en grève et à venir en manifestation le 25 novembre pour empêcher l'adoption de ce budget d'austérité immonde et préserver nos associations et nos services publics!

Le 25 novembre, nous serons aux côtés des salarié·es du Planning Familial, de la maison des femmes de rennes, d'Iskis et du CIDFF, nous serons aussi aux côtés des professionnel·les du social et du soin pour obtenir des moyens dans les missions de services publics : PMI, ASE, centres de santé sexuelle, et aux côté des femmes qui partout subissent les guerres capitalistes!



18H PRISES DE PAROLE

19H DEPART DE LA MARCHE